



## **Attentat devant les anciens locaux de « Charlie-Hebdo » : une misérable attaque contre la liberté de la presse**

Deux salarié-e-s de la société de production Premières lignes, qui œuvre par exemple pour Cash Investigation sur France 2, ont été grièvement blessé-e-s par un agresseur ce vendredi 25 septembre 2020 à Paris devant les locaux où, il y a plus de cinq ans, deux terroristes ont massacré la rédaction de *Charlie-Hebdo*.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes apportent tout leur soutien aux deux victimes de Premières lignes et à leurs proches, parents et collègues. Cette attaque ignoble sur les anciens locaux de Charlie Hebdo est un nouveau traumatisme pour l'ensemble de notre profession. Après l'attentat du 7 janvier 2015, les dirigeants de Premières lignes avaient choisi de ne pas déménager. Pour eux, « la foudre a frappé deux fois au même endroit ».

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes demandent, avec le fondateur de Premières Lignes, que ce lieu soit sanctuarisé.

Cette nouvelle attaque contre la liberté de la presse a été perpétrée alors que le procès des assassins de *Charlie-Hebdo* et de leurs complices se tient à Paris.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes constatent que les responsables politiques prononcent dans ces moments douloureux des paroles fortes en faveur de la liberté de la presse, comme en 2015. Or celle-ci vient d'être, tout récemment - et une fois de plus - mise en cause par des dispositions du Schéma national de maintien de l'ordre, publié par le ministre de l'Intérieur.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes exigent que les autorités politiques de France mettent leurs actes en concordance avec leurs paroles pour que les journalistes puissent exercer leur profession en toute sécurité et en toute liberté.

**Paris, samedi 26 septembre 2020**